

Tarif des douanes

Vous vous en souvenez sans doute, monsieur le Président: depuis 18 années que je suis dans la politique, et cela remonte probablement bien plus loin encore, il s'est rarement passé une année où l'on n'a pas parlé de ce secteur à la Chambre des communes. On reste perplexe quand on songe qu'un pays doté de ressources minérales aussi considérables que le Canada n'ait pas encore été capable de se constituer un secteur manufacturier axé pas seulement sur le commerce intérieur mais aussi sur l'exportation, qui mettrait directement en valeur ces précieuses ressources. Peu de députés exception faite du député de Brampton-Georgetown (M. McDerimid) se souviennent de l'Assemblée législative de l'Ontario et du nombre de fois qu'on y a parlé de la nécessité d'améliorer le secteur manufacturier pour exploiter les ressources naturelles de la province et, il faut le dire, du Canada.

Il est décevant de voir que l'on ne s'est pas efforcé autant qu'il l'aurait fallu, aux yeux de bon nombre de députés, de développer ce secteur. D'après les déclarations qu'il a faites pendant les toutes récentes élections, nous pensions que le gouvernement avait l'intention d'élaborer une stratégie industrielle canadienne. Une telle stratégie permettrait aux petites entreprises qui existent actuellement de prendre de l'expansion pour atteindre une envergure internationale, et de favoriser le développement dans les secteurs où nous ne sommes pas présents. Nous avions prévu que l'on risquait de retarder la décision de supprimer les tarifs dans ces secteurs. Le gouvernement aurait pu attendre d'avoir établi une politique quelconque avant de supprimer la protection tarifaire. Je ne pense pas que quiconque nie qu'il soit nécessaire d'offrir une certaine protection pendant une brève période de temps à de jeunes entreprises de l'Ouest, et le député de Bow River (M. Taylor) doit bien le savoir, pour permettre une croissance bien nécessaire. Cette idée doit certainement enthousiasmer mon collègue le député de Bow River, s'il a suivi la question.

Le député en est sans doute venu aux mêmes conclusions que moi, mais ce qu'il y a d'intéressant dans ce projet de loi, c'est qu'il prévoit l'élimination totale des droits de douane, non pas dans tous les secteurs, mais dans la plupart, ce qui n'arrive pas souvent, et qu'il s'agit justement de domaines directement reliés au secteur des ressources. Peu importe qu'il s'agisse, comme l'a dit mon ami et collègue de Bow River, du secteur agricole ou, comme j'en ai parlé avec mon collègue le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), du secteur du charbon ou encore du numéro tarifaire 41002, 41026 ou 42762, que cela vise les ressources minérales, ou peut-être même, dans une certaine mesure le secteur pétrolier: cette mesure ne peut que réduire les possibilités de développer cette base industrielle dans notre propre pays.

Je défie quiconque, ici, ou même à l'extérieur, de prétendre que mon analyse de ces réductions tarifaires n'est pas fondée sur les faits.

Cela dit, il devient extrêmement difficile de se sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Comment répondre aux questions des nombreux citoyens qui nous demandent comment ils peuvent développer ou continuer à faire tourner

une industrie petite, mais viable alors que les mesures de protection aussi minimales soient-elles dont ils profitaient au départ ont été abolies? Voilà le nœud du problème. Mon collègue de Brampton-Georgetown hoche la tête et agite la main. Malheureusement, les caméras de télévision ne l'ont pas vu. Les faits sont là. Que mon collègue soit d'accord ou non, pour ce qui est du numéro tarifaire 44100-1, le problème est tout autre. Ce qui me préoccupe, c'est que nous avons entassé dans ce projet de loi tendant à modifier le tarif des douanes tout un tas de choses qui portent non seulement sur la question de savoir si les tarifs douaniers se justifient en soi, mais aussi sur la façon d'élargir sa base industrielle alors même qu'un autre complexe industriel beaucoup plus grand et plus sophistiqué a le feu vert pour vous dépasser. C'est une question très grave à laquelle je pense que le gouvernement n'a pas répondu. C'est le genre de question que se pose précisément en ce moment le Congrès américain sur des questions identiques dans un domaine quelque peu différent.

Je vais vous donner un exemple à titre d'illustration. Pendant la fin de semaine passée, j'ai dû passer 14 heures à voyager avec des représentants du Congrès de divers horizons des États-Unis et à discuter avec eux des problèmes de l'industrie sidérurgique. En les écoutant me décrire leur dilemme, je me suis rendu compte d'un certain nombre de vérités. Sans exception, démocrates, républicains, membres du Congrès jeunes et vieux, sans représenter un groupe particulier ni un ensemble homogène dans tous les sens du terme, ils avaient une chose en commun, les problèmes que leur posait l'industrie sidérurgique.

M. McDerimid: Dans leur circonscription.

M. Deans: Dans leur circonscription, certes, mais ils représentaient, et je le dis pour mon collègue de Brampton qui sourit, le point de vue de 204 membres du Congrès, si je ne me trompe, c'est-à-dire une solide part des voix du Congrès. Ils parlaient de la nécessité de protéger leur base industrielle dans leur domaine. Tout en admettant d'un côté, je peux le dire, que leur président envisageait le libre-échange, d'un autre côté ils étaient profondément convaincus que ce n'était pas vraiment dans leur intérêt. J'en ai parlé parce que nous sommes en train d'abattre nos barrières tarifaires ou de les réduire considérablement dans certains secteurs vulnérables qui n'ont pas encore pris assez d'expansion pour soutenir la concurrence extrêmement dure qui règne sur les marchés internationaux. Au demeurant, les États-Unis, notre principal partenaire commercial, sont en train de dresser des barrières tarifaires et non tarifaires pour empêcher l'entrée de nos produits sur leurs marchés. A quoi rime la suppression des barrières tarifaires négligeables qui existent actuellement au Canada pour protéger les secteurs menacés si les États-Unis se dépêchent de faire exactement le contraire pour pouvoir moderniser leurs aciéries? Le député ferait peut-être bien de lire le projet de loi. Il traite surtout des composantes nécessaires pour moderniser cette industrie. A l'heure qu'il est, les États-Unis, je le répète, mettent les bouchées doubles en tâchant d'imposer des droits de douane qui leur permettraient de consolider leur base industrielle. Ils n'achèteront pas les produits que nous sommes en train de fabriquer actuellement.